

L'ÉVÉNEMENT **Au secours L'ALLEMAGNE SE RÉARME !**

Berlin se réveille : face à la menace russe, la Bundeswehr a entamé une remontée en puissance à coups de centaines de milliards d'euros. Mais cet afflux d'argent n'est pas seulement au bénéfice de l'Europe, et peut même entrer en concurrence avec la puissance française et son objectif d'autonomie stratégique. *Par Antoine Margueritte*

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

INVESTISSEMENT
Le chancelier allemand
Friedrich Merz veut faire
de son pays une grande
puissance militaire
européenne.

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Florian Gaertner / Sipa

« **L**e décrochage est possible » : face aux sénateurs, le 13 mai, le chef d'état-major des armées Fabien Mandon alerte. L'Allemagne se réarme rapidement et à grands frais. Si bien qu'après l'hégémonie de l'oncle américain nous voyons poindre une possible supériorité du cousin germanique. La Bundeswehr, créée en 1955 avec un rôle purement défensif, sous le contrôle strict du parlement, est passée de parent pauvre de la politique allemande à priorité absolue. Deux raisons vont de pair : les forces russes effraient, et celles de Donald Trump ne rassurent plus comme par le passé.

Le « changement d'époque » est si brutal que sa traduction allemande, la *Zeitenwende*, voulue par Olaf Scholz en 2022, est devenue un concept connu de tous les professionnels de la défense en Europe. Au cœur de cette stratégie de changement d'ampleur, un objectif : devenir la première armée conventionnelle d'Europe. Et des moyens, le nerf de la guerre pour ainsi dire : un fonds spécial de 100 milliards d'euros. Pour ce faire, notre voisin, habituellement très soucieux de rigueur budgétaire (pour lui comme pour ses partenaires de l'Union européenne), a fait modifier sa Constitution pour que cette somme ne soit pas comptabilisée dans le « frein à la dette » (un déficit public limité à 0,35 % de la richesse produite sur une année).

Mais le fonds n'est pas sans fin : les 100 milliards d'euros seront épuisés à l'horizon 2028. Pour prendre le relais, Berlin prévoit un « saut de géant » budgétaire, avec un effort de défense qui doit atteindre 3,5 % du PIB en 2029, contre 1,33 % en 2021, avant le début de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine. Les chiffres bruts sont éloquentes : l'Allemagne consacrait à l'armée 46,9 milliards d'euros en 2021, contre 162,9 milliards prévus en 2029. Du côté français, la « remontée en puissance » signifie un gonflement du budget de défense mais dans des proportions bien moindres. De 1,23 % du PIB en 2017, le poids de la dépense militaire s'établit à 2,4 % en 2026. La mission Défense, hors pensions, passe de 57,1 milliards d'euros en 2026 à 76,3 milliards prévus en 2030. L'écart entre les deux pays va encore se creuser (voir infographie p. 11).

Couple franco-allemand : quatre brouilles et un enterrement

2021 : L'Allemagne abandonne le patrouilleur maritime commun (lancé en 2017) pour acheter le Poseidon américain.
2022 : Berlin se retire de la modernisation de l'hélicoptère Tigre (lancée en 2018) pour se tourner vers l'Apache américain.
2025 : Face aux retards et aux surcoûts, Paris envisage de se retirer de l'Eurodrone (lancé en 2015).
2026 : Le chasseur franco-allemand (lancé en 2017) est abandonné, le char commun (lancé en 2017), sans cesse repoussé, tombe partiellement à l'eau.

Ils nous vendaient l'amitié franco-allemande...

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, en janvier 1998 : « *L'amitié franco-allemande est solide et vivante. Il importe de le rappeler en ces temps de grisaille où font défaut la mémoire de ce qui fut et la lisibilité d'un avenir à construire.* »

Nicolas Sarkozy, président de la République, en décembre 2011 : « *La France et l'Allemagne [...] ont décidé d'unir leur destin, de regarder ensemble vers l'avenir. [...] Le rapprochement franco-allemand a été un choix de civilisation.* »

François Hollande, président de la

République, en avril 2016 : « *S'il y a deux mots que je veux utiliser pour traduire ce qu'est la relation entre la France et l'Allemagne, c'est la constance, et la confiance.* »

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, en mai 2019 : « *Le couple franco-allemand reste le cœur nucléaire de la construction européenne, même si l'on peut toujours gloser sur ses déchirements, sur ses difficultés.* »

Valérie Pécresse, candidate à l'élection présidentielle, en août 2021 : « *Je suis deux tiers Angela Merkel et un tiers Margaret Thatcher.* »

FRAGILITÉ L'essor de Rheinmetall, spécialisé dans l'armement, ne compensera pas le recul de l'industrie civile, du pays, aussi puissant soit-il.

Image non disponible.
 Restriction de l'éditeur

Oliver Berg / Dpa / Sipa

France/Allemagne : les forces en présence

Plus de troupes et d'armes côté français aujourd'hui

Nombre de...

Armée	FRANCE	ALLEMAGNE
Soldats mobilisables	203 900	185 350
Réservistes	25 000	34 100

Équipements

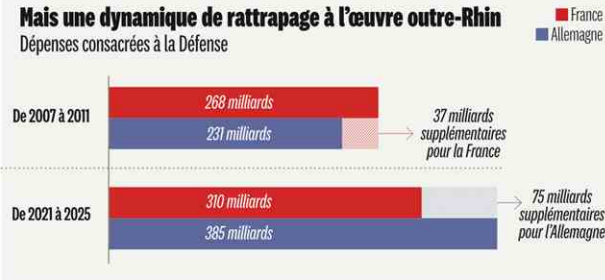
Satellites militaires	13	10
Défenses antiaériennes longue portée	40	70
Véhicules blindés (1)	1 124	1 213
Sous-marins stratégiques et tactiques	9	6
Flottes d'avions de combat tactiques (2)	151	138
Grands navires de guerre (porte-avion, destroyers, frégates)	22	11

Dissuasion nucléaire

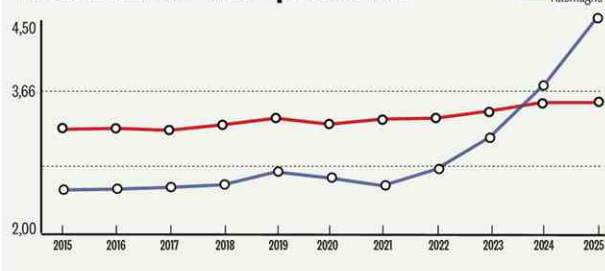
Stocks militaires d'ogives nucléaires	290	0
---------------------------------------	-----	---

Mais une dynamique de rattrapage à l'œuvre outre-Rhin

Dépenses consacrées à la Défense



Part de la défense dans les dépenses de l'État



(1) Chars de combat principaux, d'assaut et de reconnaissance
(2) Rafale (Dassault) en France, Typhoon (Eurofighter) en Allemagne.

Sources : Military Balance 2026, Sipri 2026, IISS.

Une armée américaine ?

En mars 2025, juste avant son arrivée au pouvoir, **Friedrich Merz** promettait : « Pour moi, renforcer l'Europe le plus rapidement possible est une priorité absolue, afin que nous parvenions, étape par étape, à notre indépendance vis-à-vis des États-Unis. » La promesse ne l'a pas

engagé longtemps. L'idée n'est pas d'être une armée compétente dans la deuxième moitié du siècle, mais de devenir une puissance capable dès les toutes prochaines années. En 2024, le ministre allemand de la Défense Boris Pistorius résumait ainsi la volonté fédérale : « *Rendre la Bundeswehr kriegstüchtig* [apte à combattre]. » Dans cet ordre, la meilleure case à jouer, et l'Allemagne l'a bien compris, c'est la débauche de moyens pour acheter « sur étagère » des armes américaines. Cette conception du réarmement diffère totalement de la vision française, qui tente de réduire autant que possible ses dépendances envers Washington.

Tous les standards américains se sont imposés, à travers l'Otan, dans la conception de la Bundeswehr : des moyens de communication aux procédures, en passant par le matériel, la patte de l'oncle Sam est partout. Entre 2020 et 2024 seulement, l'Allemagne dépensait 17 milliards d'euros rien qu'en équipement américain. Selon les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, entre 2020 et 2024, environ 70 % des importations allemandes d'armes majeures (avions, missiles, navires...) provenaient des États-Unis. Berlin va d'ailleurs bientôt fabriquer, sous licence, des missiles antiaériens Patriot sur son sol et importer des missiles de croisière Tomahawk.

La partie la plus visible de la dépendance allemande envers Washington est évidemment l'aviation : alors que les Tornado arrivent en fin de vie, l'Allemagne a commandé 35 chasseurs F-35 en décembre 2022, pour une somme de 10 milliards d'euros, et pourrait en commander 35 de plus. C'est le principe de la souveraineté : moins on en a, plus on s'étale. Quand on est pieds et poings liés, difficile d'en réchapper. Une fois le doigt mis dans l'engrenage du F-35, la logique opérationnelle veut qu'on continue de se fournir auprès du même fabricant : chaque appareil a son langage, son code, ses normes, sa façon d'interagir avec d'autres équipements. Ainsi, une fois les F-35 livrés, l'Allemagne devrait rester fidèle à cet avion pour longtemps : introduire un modèle d'un autre fabricant multiplie les coûts de formation des pilotes et des mécaniciens, de logistique, d'éventuels dysfonctionnements ou lenteurs...

Ces dépendances aux fournitures américaines et la facilité à y céder ont été un lest de plus dans les coopérations militaro-industrielles franco-allemandes (lire encadré p. 10), dont beaucoup se sont soldées par des échecs partiels ou totaux, du projet d'avion de chasse du futur au char commun. À la base du problème, il y a, au-delà des aspects de dépendance, une divergence profonde de vision. La France, puissance dotée de l'arme nucléaire, défend une Europe faite d'autonomie stratégique, quand nos voisins raisonnent en termes de capacité quasi immédiate. Aussi, Paris se veut encore puissance mondiale, avec une capacité à engager ses armées au-delà de ses frontières, une volonté d'être autonome dans la plupart de ses pans, quand le seul engagement allemand permanent en dehors de son territoire est sa 45^e brigade blindée, positionnée en Lituanie. Une bonne partie des divergences viennent de là, et leurs conséquences sont des détails qui se nichent partout.

Une certaine vision de la France

Pour autant, les lignes commencent à bouger, comme le confirme Paul Maurice, secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa), à l'Institut français des relations internationales : « *La vision de Paris commence à prendre : il y a une intégration de la logique française, on entend qu'Emmanuel Macron n'avait pas tout à fait tort dans sa logique d'autonomie stratégique... Maintenant, la mise en œuvre nécessite des changements majeurs, nous partons de loin. Le paradoxe est que beaucoup de pays sont "otanisés", ils ont construit leurs armées dans les processus de l'Otan et l'Allemagne n'y échappe pas. Il est, pour beaucoup, rassurant d'avoir un changement dans la continuité, d'autant qu'il y a toujours une suspicion d'une France qui voudrait s'eupéaniser pour ses propres intérêts.* » Cette défiance vis-à-vis d'une France qui a toujours eu une certaine idée de son indépendance a d'ailleurs des conséquences bien réelles, et un risque de « cornerisation » n'est pas impossible pour la France comme l'analyse le chercheur : « *Il y a une tentation de chacun pour soi. On voit bien que Dassault vend très peu en Europe, tandis que les Allemands réussissent à engager les États européens, principalement sur le matériel terrestre.* »

De larges divergences restent une crainte pour tous nos alliés européens. La discordance sur le chasseur du futur le montre : depuis que les deux capitales ont acté qu'il n'y aura pas d'avion commun, l'on parle d'une alternative dirigée par Londres, Rome, Tokyo, et donc Berlin. La France, elle, se cherche encore un potentiel partenaire pour mettre la main à la poche, et la rumeur d'une alliance avec l'Inde est apparue au cœur de l'été : faute d'accord entre eux, les Européens s'ouvrent à des alliances avec des pays extérieurs. « *C'est un problème fondamental, résume Paul Maurice, certains États voisins sont inquiets quand Berlin et Paris s'entendent, car ils le font généralement sans les autres. En revanche, il y a également une inquiétude*

CHANGEMENT DE PARADIGME
 Pour le président américain Donald Trump (ici avec le chancelier Friedrich Merz), la référence européenne devient peu à peu l'Allemagne.

Achtung, l'AfD ?

Le programme de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) en matière de défense allie patriotisme, souveraineté nationale et réarmement de la Bundeswehr. Le parti, clairement d'extrême droite, prône le rétablissement du service militaire obligatoire et un renforcement des capacités militaires, tout en défendant une armée cantonnée à la protection du territoire allemand. Il critique ainsi le gouvernement Merz, dont il rejette l'ambition de faire de l'Allemagne une puissance militaire capable d'intervenir à l'extérieur de ses frontières. « *L'AfD n'est pas*

militariste mais défend une logique défensive », résume Emmanuel Droit, professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po Strasbourg. Bismarck et ses visées expansionnistes paraissent donc bien loin. Ce parti, très implanté à l'est du pays, reste toutefois divisé sur les questions stratégiques, entre un courant favorable au maintien dans l'Otan et un autre proche de Moscou, incarné notamment par l'ancien militaire Jan Nolte, qui dirige le groupe de travail consacré aux questions de défense au Bundestag. Pas si rassurant. J.A.

quand l'entente ne se fait pas. Nous avons toujours eu des divergences, mais quand il y a accord, tout le processus européen est tiré vers le haut. »

Le tandem n'oublie d'ailleurs pas son voisin, qui apparaît comme la première des autres puissances : la Grande-Bretagne, à la fois « rival » très atlantiste et allié inévitable. Une relation spéciale que le directeur du Cerfa synthétise : « *Nous faisons à trois tout en étant concurrents, même si ce n'est pas sur les mêmes sujets. Sur la question de la dissuasion, nous avons évidemment un partenariat spécial avec Londres, mais nous avons également vu un rapprochement avec Berlin, notamment parce qu'Olaf Scholz voyait le gouvernement britannique travailliste comme un allié. Mais le moteur reste franco-allemand.* »

Au-delà de sa puissance financière, nous ne devons pas oublier que Berlin a des fragilités : l'essor de Rheinmetall, aussi puissant soit-il, ne compensera pas le recul de son industrie civile, et son armée peine toujours à recruter (lire encadré p. 13). Surtout – l'Ukraine l'a prouvé –, le pourcentage de PIB consacré à la défense ne fait pas toute la puissance. La France jouit encore de son statut de puissance nucléaire et d'une expérience récente des conflits armés que l'Allemagne n'a pas. Reste à ne pas se contenter des acquis d'une guerre du passé : le conflit russo-ukrainien ne se mène pas du tout de la même manière que nos engagements précédents au Sahel, ne serait-ce que par la dronisation massive du champ de bataille. Le chef d'état-major des armées, Fabien Mandon (encore lui !), rappelait face aux sénateurs que le déclassement est possible : « *Si l'Allemagne continue à ce rythme, dans cinq ans, l'argument selon lequel nous bénéficions d'une expérience opérationnelle et d'une certaine culture ne tiendra plus. Pour les Américains, la référence européenne devient peu à peu l'Allemagne. Les Allemands prévoient de dépenser (hors dépenses liées à la dissuasion nucléaire et aux capacités expéditionnaires) trois fois plus que la France chaque année. Au bout de cinq ans, le différentiel sera frappant !* » ■

Evelyn Hodstein / Pool / Reuters

Image non disponible.
 Restriction de l'éditeur

Berlin n'inquiète pas que la France...

Les partenaires européens aussi froncent un peu les sourcils. La Pologne apparaît probablement comme le pays le plus méfiant à l'endroit d'une Allemagne « remilitarisée ». À Varsovie, une partie de la classe politique nourrit un discours de défiance envers Berlin, accusé d'avoir sous-estimé pendant des années la menace russe : « Chez une partie de la droite polonaise, il existe un anti-germanisme très marqué. Savoir quelle attitude adopter vis-à-vis de Berlin constitue un véritable enjeu politique, car les Polonais reprochent à l'Allemagne d'avoir entretenu pendant très longtemps une relation privilégiée avec Moscou », explique Jacques-Pierre Gougeon, professeur des universités et directeur de recherche à l'Iris.

L'Italie aussi accueille avec réserve les initiatives allemandes. Dans un rapport datant de 2024, l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, mettait en garde contre « l'excessive fragmentation de la base industrielle [de défense], aggravée par un manque de coordination entre les États membres, des duplications inutiles et un manque d'interopérabilité des équipements ». De quoi faire siffler les oreilles de l'exécutif allemand, tenté de faire cavalier seul. À Madrid, le gouvernement socialiste, dont les relations avec le président américain sont particulièrement tendues, observe également avec attention l'atlantisme revendiqué de Berlin. Dans *El País*, le directeur adjoint de la rédaction pointe du doigt l'achat de F-35 à Washington, leur « utilisation [dépendant] à chaque vol du feu vert que lui donnera [Trump], le propriétaire déchaîné du Pentagone ». **Jeanne Auberger**

La Bundeswehr, ça paie !

En novembre 2025, Emmanuel Macron annonçait la création d'un service national des volontaires de six mois pour un salaire de 800 €. Plutôt un défraiement, comparé aux standards d'outre-Rhin. Début décembre, le Bundestag a décidé, à son tour, de rétablir le service militaire volontaire, avec un salaire revalorisé à 2 600 € brut mensuels. Et ce n'est pas tout : logement et soins gratuits, subvention au permis de conduire, possibilité de suivre des formations... Plutôt alléchant. Au point d'inquiéter les patrons qui redoutent une hémorragie de main-d'œuvre. Qu'ils se rassurent, les jeunes – baignés dans une tradition pacifiste – boudent toujours l'armée ! Ni les campagnes publicitaires ni la série à succès « Die Rekruten » (2016) – « Les recrues » – ne sont parvenues à ripoliner l'image de la Bundeswehr, entachée de plusieurs scandales sur fond de dérives néonazies, d'antisémitisme assumé et d'agressions sexuelles. En juin 2026, seulement 530 volontaires s'étaient inscrits. L'objectif d'atteindre 200 000 réservistes en 2035 (34 000 aujourd'hui) paraît bien optimiste. Mais le gouvernement a précautionneusement prévu, dans le texte voté en décembre 2025, l'instauration d'un « service militaire obligatoire en fonction des besoins ». La conscription pourrait faire son grand retour à l'été 2027. De quoi faire une nouvelle fois descendre les jeunes dans la rue. **Valentine Daru**

CHACUN POUR SOI ? Tandis que Dassault vend très peu en Europe, les Allemands réussissent à engager les États européens, surtout sur le matériel terrestre. Ci-contre, Friedrich Merz avec Emmanuel Macron.

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Michael Kappeler / Shutterstock/ Sipa